

CAPSULES		
ZOMACTON 4 IU	POUDRE LYOPHILISEE + SOLVANT GEVRIESDROOGD POEDER + OPLOSMIDDEL	0734IS0006F012 H
ZUMENON 2 MG	COMPRIMES TABLETTEN	0410IS0185F003 H
ZYDERM I	IMPLANT - SERINGUE 0,5 ET 1 ML IMPLANTAAT - SPUIT 0,5 EN 1 ML	0276S 0686F012 H
ZYDERM I (TEST)	IMPLANT - SERINGUE 0,1 ML IMPLANTAAT - SPUIT 0,1 ML	0276S 0688F012 H
ZYDERM II	IMPLANT - SERINGUE 0,5-0,75-1ML IMPLANTAAT - SPUIT 0,5-0,75-1ML	0276S 0687F012 H
ZYPLAST	IMPLANT - SERINGUE 0,5-0,75-1ML IMPLANTAAT - SPUIT 0,5-0,75-1ML	0276S 0689F012 H

**Erratum**

Dans le *Moniteur belge* du 3 mars 2000, dans la seizième liste des médicaments dont l'enregistrement est radié, à la page 6518 la mention 'LOTAGEN R LIQUIDUM 0127IS0038F011 H' doit être ajoutée.

Dans le *Moniteur belge* du 28 avril 2001, dans la dix-huitième liste des médicaments dont l'enregistrement est radié, à la page 13931 la mention 'HOSTACYCLINE LONG ACTING SOLUTION INJECTABLE 0413S0270F012 V' doit être supprimée.

Dans le *Moniteur belge* du 28 avril 2001, dans la dix-huitième liste des médicaments dont l'enregistrement est radié, à la page 13939 la mention 'THEOLAIR COMPRIMES 125 MG 0420IS0030F003 H' doit être supprimée.

Dans le *Moniteur belge* du 28 avril 2001, dans la dix-huitième liste des médicaments dont l'enregistrement est radié, à la page 13940 la mention 'WELLVONE 150 MG/ML SUSPENSION ORALE 0725IS0277F011 H' doit être supprimée.

**Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 3 maart 2000, in de zestiende lijst van geneesmiddelen waarvan de registratie geschrapt wordt, dient op pagina 6518 de vermelding 'LOTAGEN R LIQUIDUM 0127IS0038F011 H' toegevoegd te worden.

In het *Belgisch Staatsblad* van 28 april 2001, in de achttiende lijst van geneesmiddelen waarvan de registratie geschrapt wordt, dient op pagina 13931 de vermelding 'HOSTACYCLINE LONG ACTING OPLOSSING VOOR INJECTIE 0413S0270F012 V' geschrapt te worden.

In het *Belgisch Staatsblad* van 28 april 2001, in de achttiende lijst van geneesmiddelen waarvan de registratie geschrapt wordt, dient op pagina 13939 de vermelding 'THEOLAIR TABLETTEN 125 MG 0420IS0030F003 H' geschrapt te worden.

In het *Belgisch Staatsblad* van 28 april 2001, in de achttiende lijst van geneesmiddelen waarvan de registratie geschrapt wordt, dient op pagina 13940 de vermelding 'WELLVONE 150 MG/ML SUSPENSIE VOOR ORAAL GEBRUIK 0725IS0277F011 H' geschrapt te worden.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

[C - 2003/00807]

**10 DECEMBRE 2003.** — Circulaire relative à l'inscription des citoyens des États membres actuels ou futurs de l'Union européenne résidant en Belgique comme électeurs et, le cas échéant, comme candidats, pour l'élection du Parlement européen du dimanche 13 juin 2004

IndexI. Introduction.II. Procédure d'inscription comme électeur.

A. Dépôt de la demande.

B. Conditions d'électorat.

C. Décision du Collège des Bourgmestre et Echevins.

D. Communication d'informations entre les États membres actuels ou futurs de l'Union européenne.

E. Campagne d'information.

Annexes

- Formule C/1 : Demande d'inscription sur la liste des électeurs.
- Formule C/2 : Notification de l'acceptation de la demande d'inscription sur la liste des électeurs.
- Formule C/3 : Notification du refus d'inscription sur la liste des électeurs.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN**

[C - 2003/00807]

**10 DECEMBER 2003.** — Omzendbrief betreffende de inschrijving van de burgers van de huidige of de toekomstige lid-staten van de Europese Unie, die in België verblijven, als kiezers en, in voorkomend geval, als kandidaten voor de verkiezing van het Europees Parlement op zondag 13 juni 2004

IndexI. Inleiding.II. Procedure van inschrijving als kiezer.

A. Indienen van de aanvraag.

B. Voorwaarden van kiesbevoegdheid.

C. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.

D. Mededeling van gegevens tussen de huidige of toekomstige lidstaten van de Europese Unie.

E. Informatiecampagne.

Bijlagen

- Formulier C/1 : Aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst.
- Formulier C/2 : Betekening van de aanvaarding van de aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst.
- Formulier C/3 : Betekening van de weigering van inschrijving op de kiezerslijst.

**I. Introduction.****Remarque importante**

En vertu du Traité d'adhésion qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2004, dix nouveaux Etats (énumérés ci-après) deviendront à cette date membres de l'Union européenne à part entière. Les citoyens de ces Etats qui résident en Belgique pourront également participer sur notre territoire, comme électeurs et, le cas échéant, comme candidats, à l'élection du Parlement européen qui se tiendra dans notre pays le 13 juin 2004, soit à la même date que celle fixée pour l'élection des Conseils de Région et du Conseil de la Communauté germanophone.

Conformément à la communication de la Commission européenne du 8 avril 2003 au Parlement européen et au Conseil, relative aux mesures que les Etats membres doivent prendre pour assurer la participation de tous les citoyens de l'Union aux élections de 2004 au Parlement européen dans l'Europe élargie (doc. COM (2003) 174 final), les citoyens de ces dix futurs Etats membres de l'Union européenne résidant sur notre territoire peuvent d'ores et déjà s'inscrire comme électeur en vue de participer aux élections pour le Parlement européen dans notre pays et ce, au même titre que les ressortissants des quatorze autres Etats membres qui ne seraient pas encore inscrits en cette qualité.

Ces dix futurs Etats membres de l'Union sont les suivants : Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie et Tchéquie.

Dans la mesure où ils résident sur notre territoire, tant les citoyens de ces dix futurs Etats membres que ceux des quatorze autres Etats membres actuels pourront participer à l'élection du Parlement européen du 13 juin 2004 dans notre pays, à la fois comme électeurs et, le cas échéant, comme candidats.

Pour rappel, les quatorze autres Etats membres actuels de l'Union européenne sont l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède.

- Tout citoyen ou toute citoyenne d'un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne a le droit de vote (= droit d'être électeur) et d'éligibilité (= droit d'être candidat) aux élections au Parlement européen dans l'Etat membre où il ou elle réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat (article 39, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, Journal officiel des Communautés européennes - C 364 - du 18 décembre 2000).

- Le droit de vote et d'éligibilité aux élections du Parlement européen est organisé par la Directive 93/109/CE du Conseil de l'Union européenne, du 6 décembre 1993, fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre actuel ou futur dont ils ne sont pas ressortissants (Journal officiel des Communautés européennes - L 329 - du 30 décembre 1993).

Ladite directive a été transposée dans la législation électorale belge par la loi du 11 avril 1994 modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (cf. articles 1<sup>er</sup> à 3bis).

- Les principes énoncés par la directive susvisée sont les suivants :

1° Tout citoyen d'un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne qui a sa résidence principale en Belgique au 1<sup>er</sup> avril 2004 (= jour de référence), satisfait aux conditions imposées par la législation électorale belge pour être électeur et n'a pas été déchu de ses droits électoraux dans son propre pays, a le droit de vote en Belgique lors de l'élection du Parlement européen.

N.B. • Par jour de référence, la directive entend « le jour ou les jours auxquels les citoyens d'un Etat membre actuel ou futur de l'Union doivent satisfaire, selon le droit de l'Etat membre de résidence, aux conditions requises pour y être électeur ».

• Afin de pouvoir exercer également son droit d'éligibilité en Belgique, le citoyen d'un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne doit satisfaire à l'article 21 de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (conditions de candidature - cf. point 8° infra).

2° Le citoyen d'un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne exercera son droit de vote soit dans l'Etat membre de résidence (Belgique), soit dans l'Etat membre d'origine. Nul ne peut voter plus d'une fois lors d'une même élection.

3° Le citoyen d'un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne est exclu du droit de vote dans l'Etat où il réside s'il a été déchu de ce droit dans son Etat d'origine ou s'il tombe sous l'application de la déchéance définie dans la législation électorale de l'Etat de résidence. L'Etat membre de résidence peut s'assurer que le citoyen qui a manifesté sa volonté d'y exercer son droit de vote n'a pas été déchu de ce droit dans son pays d'origine. L'Etat membre d'origine peut transmettre, dans des formes et délais appropriés, à l'Etat membre

**I. Inleiding.****Belangrijke opmerking.**

Krachtens het Toetredingsverdrag, dat in werking zal treden op 1 mei 2004, zullen tien nieuwe Staten (die hierna opgesomd worden) volwaardige leden worden van de Europese Unie. De burgers van deze Staten, die in België verblijven, zullen als kiezer en, in voorkomend geval, als kandidaat kunnen deelnemen aan de verkiezing van het Europees Parlement, die in ons land zal gehouden worden op 13 juni 2004, hetzij op dezelfde datum als deze die vastgesteld werd voor de verkiezing van de Gewestraden en van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

Overeenkomstig de mededeling van 8 april 2003 van de Europese Commissie aan het Europees Parlement en de Raad inzake de door de lidstaten te nemen maatregelen om ervoor te zorgen dat alle burgers van de Unie in 2004 deelnemen aan de verkiezingen voor het Europees Parlement in een uitgebreide Unie (doc. COM (2003) 174 definitief), kunnen de burgers van de toekomstige lidstaten van de Europese Unie zich nu reeds inschrijven om als kiezer deel te nemen aan de verkiezing voor het Europees Parlement, op dezelfde wijze als de onderdanen van de veertien andere lidstaten, die zich in deze hoedanigheid nog niet zouden ingeschreven hebben.

Deze tien toekomstige lidstaten van de Unie zijn de volgende : Cyprus, Estland, Hongarije, Letland, Litouwen, Malta, Polen, Slowakije, Slovenië en Tsjechië.

Voor zover zij op ons grondgebied verblijven, kunnen zowel de burgers van deze tien toekomstige lidstaten als deze van de veertien andere huidige lidstaten in ons land op 13 juni 2004 deelnemen aan de verkiezing van het Europees Parlement, zowel als kiezer als, in voorkomend geval, als kandidaat.

Ter herinnering, de veertien andere huidige lidstaten van de Europese Unie zijn de volgende : Denemarken, Duitsland, Finland, Frankrijk, Griekenland, Ierland, Italië, Luxemburg, Nederland, Oostenrijk, Portugal, Spanje, Verenigd Koninkrijk en Zweden.

- Iedere burger van een huidige of een toekomstige lidstaat van de Europese Unie heeft het actief kiesrecht (= recht om kiezer te zijn) en het passief kiesrecht (= recht om kandidaat te zijn) bij de verkiezingen voor het Europees Parlement in de lidstaat waar hij/zij verblijft, onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van die Staat (artikel 39, lid 1 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, Europees Publicatieblad - C 364 - van 18 december 2000).

- Het actief en passief kiesrecht bij de verkiezingen voor het Europees Parlement wordt uitgevoerd door de Richtlijn 93/109/EG d.d. 6 december 1993 van de Raad van de Europese Unie tot vaststelling van de wijze van uitoefening van het actief en passief kiesrecht bij de verkiezingen voor het Europees Parlement ten behoeve van de burgers van de Unie die verblijven in een huidige of toekomstige lidstaat waarvan zij geen onderdaan zijn (Europees Publicatieblad - L 329 - van 30 december 1993).

Deze richtlijn is omgezet in de Belgische kieswetgeving bij de wet van 11 april 1994 tot wijziging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement (zie de artikelen 1 tot 3bis).

- De principes van bovengenoemde richtlijn zijn de volgende :

1° Iedere burger van een huidige of een toekomstige lidstaat van de Europese Unie, die zijn hoofdverblijfplaats heeft in België op 1 april 2004 (= referentiedag), voldoet aan de voorwaarden van de Belgische kieswetgeving om kiezer te zijn en zijn kiesrecht in zijn eigen vaderland niet heeft verloren, heeft actief kiesrecht in België bij de verkiezing van het Europees Parlement.

N.B. • Onder referentiedag verstaat de richtlijn « de dag/de dagen waarop de burgers van een huidige of een toekomstige lidstaat van de Unie volgens het recht van de lidstaat van verblijf moeten voldoen aan de voorwaarden om aldaar kiesgerechtigd te zijn ».

• Om als burger van een huidige of een toekomstige lidstaat van de Europese Unie tevens het passief kiesrecht in België te kunnen uitoefenen moet hij voldoen aan artikel 21 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement (voorwaarden van kandidaatstelling - zie punt 8° hieronder).

2° De burger van een huidige of een toekomstige lidstaat van de Europese Unie oefent zijn actief kiesrecht uit, hetzij in de lidstaat van verblijf (België), hetzij in de lidstaat van herkomst. Niemand mag meer dan eenmaal zijn stem uitbrengen bij eenzelfde verkiezing.

3° De burger van een huidige of een toekomstige lidstaat van de Europese Unie wordt in de Staat waar hij verblijft, van het kiesrecht uitgesloten indien hij dit recht in zijn Staat van herkomst verloren heeft of indien hij onder de toepassing valt van de vervallenverklaring bepaald in de kieswetgeving van de Staat van verblijf. De lidstaat van verblijf kan zich ervan vergewissen dat de burger die blijf heeft gegeven van zijn wil om zijn actief kiesrecht aldaar uit te oefenen, dat recht in de lidstaat van herkomst niet heeft verloren. De lidstaat van

de résidence, toute information utile à cet égard.

4° Le citoyen d'un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne doit expressément manifester sa volonté d'exercer son droit de vote dans l'Etat membre de résidence. Si le vote y est obligatoire, cette obligation est également applicable au citoyen ou futur citoyen de l'Union européenne.

La manifestation de la volonté de voter s'exprime dans un délai utile avant le scrutin et implique une déclaration formelle dans laquelle le citoyen ou futur citoyen de l'Union européenne doit préciser sa nationalité et son adresse, ainsi que la liste électorale sur laquelle il a été inscrit pour la dernière fois dans son Etat d'origine. Il doit également y mentionner que ce droit de vote ne sera exercé qu'en Belgique.

L'Etat membre de résidence peut en outre exiger que l'électeur précise dans cette déclaration qu'il n'est pas déchu du droit de vote dans son Etat d'origine et qu'il présente un document d'identité en cours de validité.

L'inscription comme électeur demeure valable pour les élections suivantes du Parlement européen, à condition que l'intéressé réunisse toujours les conditions d'électorat.

5° L'Etat membre de résidence notifie à l'intéressé sa décision concernant son inscription sur la liste des électeurs. En cas de refus, le demandeur dispose des mêmes possibilités de recours que les nationaux.

6° L'Etat membre de résidence informe, en temps utile et dans les formes appropriées, le citoyen ou futur citoyen de l'Union européenne sur les conditions et modalités d'exercice du droit de vote (devoir d'information).

7° L'Etat membre de résidence transmet à l'Etat membre d'origine, dans un délai raisonnable avant le scrutin, les informations relatives aux ressortissants de ce dernier qui sont inscrits sur la liste des électeurs.

8° La manière dont un citoyen d'un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne doit poser sa candidature pour l'élection du Parlement européen est organisée par la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (cf. en particulier l'article 21).

#### Pour pouvoir exercer son droit d'éligibilité et être élu au Parlement européen en Belgique, il faut :

- Etre inscrit sur une liste électorale belge pour le Parlement européen au 1<sup>er</sup> avril 2004
- Figurer en tant que candidat sur un acte de présentation belge, accepté par un bureau électoral principal belge, après dépôt auprès de ce bureau le 16 ou le 17 avril 2004
- Remettre au bureau électoral principal une déclaration écrite et signée mentionnant sa résidence principale et attestant que l'on n'est pas candidat dans un autre Etat membre
- Remettre au bureau électoral principal une attestation émanant des autorités compétentes de l'Etat d'origine du candidat et certifiant que celui-ci n'est pas déchu ni suspendu à la date de l'élection (13 juin 2004) du droit d'éligibilité dans cet Etat ou que ces autorités n'ont pas connaissance d'une telle déchéance
- Avoir atteint l'âge de 21 ans au 13 juin 2004
- Jouir des droits civils et politiques au 13 juin 2004.

Le modèle de formulaire de candidature est placé sur le site web Elections ([www.elections.fgov.be](http://www.elections.fgov.be)), de même que la version coordonnée de la loi relative à l'élection du Parlement européen.

## II. Procédure d'inscription comme électeur.

### A. Dépôt de la demande.

- Tout ressortissant d'un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne qui réside en Belgique peut introduire une demande d'inscription sur la liste des électeurs pour l'élection du Parlement européen en utilisant la formule C/1 (cf. annexe). Aucune demande ne peut toutefois être introduite entre le 1<sup>er</sup> avril 2004, date d'établissement de la liste des électeurs, et le 13 juin 2004, date de l'élection. Après le 13 juin 2004, l'introduction de demandes sera à nouveau autorisée.

herkomst kan op passende wijze en binnen een passende termijn alle gegevens die in dat verband nuttig zijn, verstrekken aan de lidstaat van verblijf.

4° De burger van een huidige of een toekomstige lidstaat van de Europese Unie moet uitdrukkelijk blijk geven van zijn wil om zijn actief kiesrecht uit te oefenen in de lidstaat van verblijf. Indien daar stemplicht bestaat, geldt deze ook voor de huidige of de toekomstige burger van de Europese Unie.

Het blijk geven van de wil om te stemmen gebeurt tijdig vóór de stemming en impliceert een formele verklaring waarin de huidige of de toekomstige burger van de Europese Unie zijn nationaliteit en adres moet vermelden, alsook op welke kiezerslijst hij de laatste maal was ingeschreven in zijn Staat van herkomst. Hij moet er eveneens in vermelden dat het stemrecht enkel in België zal worden uitgeoefend.

De lidstaat van verblijf kan bovendien eisen dat de kiezer in deze verklaring aangeeft dat hij het actief kiesrecht in zijn Staat van herkomst niet verloren heeft en dat hij een nog geldig identiteitsbewijs voorlegt.

De inschrijving als kiezer blijft gelden voor de volgende verkiezingen voor het Europees Parlement, op voorwaarde dat de betrokkene steeds aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet.

5° De lidstaat van verblijf betekent aan de betrokkene zijn beslissing in verband met zijn inschrijving op de kiezerslijst. In geval van weigering beschikt de aanvrager over dezelfde mogelijkheden tot beroep als de eigen onderdanen.

6° De lidstaat van verblijf stelt de huidige of de toekomstige burger van de Europese Unie tijdig en op passende wijze in kennis van de voorwaarden en nadere bepalingen die gelden voor de uitoefening van het actief kiesrecht (informatieplicht).

7° De lidstaat van verblijf zendt binnen een redelijke termijn vóór de stemming aan de lidstaat van herkomst de gegevens toe betreffende de onderdanen van deze laatste lidstaat die op de kiezerslijst zijn ingeschreven.

8° Hoe een burger van een huidige of toekomstige lidstaat van de Europese Unie zich kandidaat moet stellen voor de verkiezing van het Europees Parlement, wordt geregeld door de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement (zie in het bijzonder artikel 21).

#### Om in België zijn passief kiesrecht te kunnen uitoefenen en verkozen te kunnen worden voor het Europees Parlement, moet men :

- Ingeschreven zijn op een Belgische kiezerslijst voor het Europees Parlement op 1 april 2004
- Opgenomen zijn als kandidaat op een Belgische voordrachtsakte, die wordt aanvaard door een Belgisch kieshoofdbureau na indiening bij dit bureau op 16 of 17 april 2004
- Een schriftelijke en ondertekende verklaring aan het kieshoofdbureau overhandigen met vermelding van zijn hoofdverblijfplaats en met de bevestiging geen kandidaat te zijn in een andere lidstaat
- Aan het kieshoofdbureau een attest overhandigen dat opgemaakt werd door de bevoegde overheid van de Staat van herkomst van de kandidaat, waarin verklaard wordt dat de kandidaat in die Staat op datum van de verkiezing (13 juni 2003) van het passief kiesrecht noch vervallen verklaard, noch geschorst is of dat haar daarvan niets bekend is
- De leeftijd van 21 jaar bereikt hebben op 13 juni 2004
- De burgerlijke en politieke rechten genieten op 13 juni 2004.

Het modelformulier voor kandidaatstelling wordt geplaatst op de website Verkiezingen ([www.verkiezingen.fgov.be](http://www.verkiezingen.fgov.be)), alsook de gecoördineerde versie van de wet betreffende de verkiezing van het Europees Parlement.

## II. Procédure van inschrijving als kiezer.

### A. Indienen van de aanvraag.

- Iedere onderdaan van een huidige of toekomstige lidstaat van de Europese Unie, die verblijft in België, kan een aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst voor de verkiezing van het Europees Parlement indienen via het formulier C/1 (zie bijlage). Er mag echter geen enkele aanvraag worden ingediend tussen 1 april 2004, de datum waarop de kiezerslijst wordt opgemaakt, en 13 juni 2004, de datum van de verkiezing. Na 13 juni 2004 mogen er opnieuw aanvragen worden ingediend.

- Les citoyens de l'Union européenne qui avaient déjà la qualité d'électeur lors de l'élection du Parlement européen du 13 juin 1999 seront automatiquement repris sur la liste des électeurs du 1<sup>er</sup> avril 2004, de même que les citoyens de l'Union européenne qui ont introduit une demande d'inscription après le 13 juin 1999, pour autant qu'ils remplissent toujours les conditions de l'électorat. Ces citoyens de l'Union européenne ne doivent donc pas introduire de nouvelle demande. Le contrôle de ces conditions d'électorat s'opère de la même façon que pour les nouvelles demandes (cf. point C ci-après).

#### B. Conditions d'électorat.

1° Pour être agréé comme électeur, le demandeur doit en premier lieu pouvoir justifier de la nationalité d'un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne, autre que la nationalité belge bien entendu. En cas de double nationalité, dont la nationalité belge, l'intéressé doit, s'il réunit les autres conditions d'électorat, être considéré comme un électeur belge.

2° Le citoyen d'un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne doit être inscrit aux registres de la population de la commune belge où il introduit sa demande, ainsi qu'au Registre national des personnes physiques.

Si la demande est agréée par le Collège des bourgmestre et échevins avant la date d'établissement de la liste des électeurs (= 1<sup>er</sup> avril 2004) et que, dans l'intervalle, le demandeur change de lieu de résidence, la décision d'agrément est transmise à la nouvelle commune belge de résidence où il sera inscrit comme électeur.

De manière générale, on peut faire remarquer que la formule de demande C/1, de même que les formules C/2 (= acceptation de la demande) ou C/3 (= refus de la demande) font partie du dossier personnel de l'intéressé lors de son inscription dans les registres de la population. Par conséquent, ces formules doivent également, en cas de changement de résidence de l'intéressé, être transmises à la commune belge de sa nouvelle résidence principale.

Est assimilée à une inscription dans les registres de la population, la mention qui y est faite pour les fonctionnaires européens et leur famille possédant leur résidence principale dans la commune.

3° Le demandeur doit avoir atteint l'âge de 18 ans le jour de l'élection.

Une personne qui atteint l'âge de 18 ans au plus tard le 13 juin 2004 peut également être inscrite comme électeur.

4° Le demandeur ne doit pas être déchu de ses droits électoraux dans son Etat d'origine. La déclaration qu'il fait en ce sens dans sa demande d'inscription vaut jusqu'à preuve du contraire.

Le demandeur ne peut pas non plus tomber sous l'application des articles 6 à 9bis du Code électoral, relatifs à l'exclusion et à la suspension des droits électoraux belges (cf. point C ci-après).

Il n'y a pas lieu pour l'Etat de résidence, en l'occurrence la Belgique, de vérifier si l'électeur est inscrit comme électeur dans son Etat d'origine. En manifestant expressément sa volonté de voter pour des listes et/ou des candidats établis selon la législation électorale belge, le demandeur est censé renoncer à ses droits électoraux dans son Etat d'origine. Il appartiendra, le cas échéant, à cet Etat de le rayer comme électeur sur la base d'informations communiquées par les autorités belges.

#### C. Décision du Collège des bourgmestre et échevins.

- Outre le contrôle de la nationalité du demandeur, de son âge et de son inscription au registre de la population, l'administration communale procède également à un contrôle de la non-exclusion ou de la non-suspension du droit de vote en Belgique. Les articles 6 à 9bis du Code électoral, relatifs à l'exclusion et à la suspension des droits électoraux, sont d'application pour ce dernier contrôle.

- Sur la base de la demande de l'intéressé, des renseignements détenus ou recueillis par l'administration communale ainsi que du contrôle opéré par celle-ci, le Collège des bourgmestre et échevins agréé ou refuse l'inscription sur la liste des électeurs.

- L'agrément est notifié sans délai à l'intéressé au moyen de la formule C/2, jointe en annexe, et fait l'objet d'une mention dans les registres de la population, indiquant la date de la décision et, le cas échéant, la collectivité locale ou territoriale où l'intéressé a été inscrit pour la dernière fois dans son Etat d'origine.

- De burgers van de Europese Unie die reeds kiezer waren bij de verkiezing van het Europees Parlement op 13 juni 1999 komen automatisch terug op de kiezerslijst van 1 april 2004, alsook de burgers van de Europese Unie die na 13 juni 1999 een desbetreffende aanvraag hebben ingediend en in zoverre zij de kiesbevoegdheidsvoorwaarden blijven vervullen. Deze burgers van de Europese Unie dienen dus geen nieuwe aanvraag in te dienen. De controle van deze kiesbevoegdheidsvoorwaarden geschiedt op dezelfde wijze als bij de nieuwe aanvragen (zie verder punt C).

#### B. Voorwaarden van kiesbevoegdheid.

1° Om als kiezer te worden erkend, moet de aanvrager in de eerste plaats de nationaliteit kunnen bewijzen van een huidige of toekomstige lidstaat van de Europese Unie, die uiteraard niet de Belgische nationaliteit is. In geval van dubbele nationaliteit, waaronder de Belgische nationaliteit, moet de betrokkene, indien hij/zij aan de andere kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet, als een Belgische kiezer worden beschouwd.

2° De burger van een huidige of een toekomstige lidstaat van de Europese Unie moet ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van de Belgische gemeente waar de kiezer zijn aanvraag indient, alsook in het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Indien de aanvraag door het College van burgemeester en schepenen wordt erkend vóór de datum van opmaak van de kiezerslijst (= 1 april 2004) en de aanvrager intussen van verblijfplaats verandert, wordt de beslissing tot erkenning toegezonden aan de nieuwe Belgische gemeente van verblijf waar hij/zij als kiezer zal worden ingeschreven.

Algemeen wordt hierbij opgemerkt dat het aanvraagformulier C/1, als mede de formulieren C/2 (= bevestiging aanvraag) of C/3 (= weigering aanvraag) behoren tot het persoonlijk dossier van betrokkene bij een inschrijving in de bevolkingsregisters. Bijgevolg dienen deze formulieren steeds te worden meegestuurd, bij verblijfsverandering door betrokkene, naar de Belgische gemeente van zijn nieuwe hoofdverblijfplaats.

Met een inschrijving in de bevolkingsregisters wordt gelijkgesteld, de vermelding van de Europese ambtenaren en hun gezin die hun hoofdverblijfplaats in de gemeente hebben;

3° De aanvrager moet op de dag van de verkiezing de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben.

Ook wie uiterlijk op 13 juni 2004 de leeftijd van 18 jaar bereikt, kan als kiezer ingeschreven worden.

4° De aanvrager mag zijn actief en passief kiesrecht niet verloren hebben in zijn Staat van herkomst. De verklaring die hij over de aanvraag om inschrijving aflegt, geldt tot bewijs van het tegendeel.

De aanvrager mag ook niet onder de toepassing vallen van de artikelen 6 tot 9bis van het Kieswetboek inzake de uitsluiting van en de schorsing uit het Belgisch kiesrecht (zie verder, punt C).

De Staat van verblijf, in dit geval België, moet niet nagaan of de kiezer als kiezer is ingeschreven in zijn Staat van herkomst. Door uitdrukkelijk blijk te geven van zijn wil om te stemmen voor lijsten en/of kandidaten die volgens de Belgische kieswetgeving zijn opge maakt, wordt de aanvrager geacht aan zijn kiesrecht te verzaken in zijn Staat van herkomst. Deze Staat zal hem/haar in voorkomend geval als kiezer moeten schrappen op basis van gegevens die door de Belgische overheid worden medegedeeld.

#### C. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen.

- Het gemeentebestuur doet, naast de controle van de nationaliteit, de leeftijd en de inschrijving in het bevolkingsregister van de aanvrager, eveneens een controle op de niet-uitsluiting of niet-schorsing van het actief kiesrecht in België. Voor deze laatste controle zijn de artikelen 6 tot 9bis en 13 van het Kieswetboek inzake de uitsluiting van en de schorsing uit het kiesrecht volledig van toepassing.

- Op basis van de aanvraag van de betrokkene, de eigen of ingewonnen gegevens en de controle van het gemeentebestuur, erkent of weigert het College van burgemeester en schepenen de inschrijving op de kiezerslijst.

- De erkenning wordt onverwijld aan de betrokkene betekend via het formulier C/2 dat hierbij als bijlage is gevoegd en wordt vermeld in de bevolkingsregisters waarbij de datum van de beslissing wordt aangegeven en, in voorkomend geval, de lokale of territoriale overheid waarbij de betrokkene voor de laatste maal werd ingeschreven in zijn Staat van herkomst.

En application de l'article 3, alinéa 3, de la loi du 8 août 1983, cette information doit être consignée au Registre national des personnes physiques sous le type d'information 131.

C'est en effet grâce à l'enregistrement de l'agrément des citoyens des Etats membres actuels ou futurs de l'Union européenne comme électeurs dans le TI 131 du Registre national que ces citoyens figureront automatiquement sur la liste des électeurs pour l'élection du Parlement européen et que les listes de contrôle en la matière (cf. point D ci-après) pourront être transmises par le Ministre de l'Intérieur ou son délégué aux autres Etats membres actuels ou futurs de l'Union européenne.

- Le refus d'inscription est également notifié à l'intéressé, par lettre recommandée, au moyen de la formule C/3 annexée. Ce refus ne donne pas lieu à une inscription aux registres de la population et au Registre national, mais est consigné sur une fiche à insérer dans le fichier visé à l'article 7bis du Code électoral.

La personne qui s'est vu opposer un refus d'inscription sur la liste des électeurs dispose des possibilités de recours prévues aux articles 18 à 39 du Code électoral.

Si, après l'établissement de la liste des électeurs, un citoyen y étant inscrit d'un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne cesse de remplir les conditions d'électorat, soit qu'il a perdu la nationalité d'un de ces Etats, soit qu'il a été rayé des registres de la population suite à une radiation d'office ou pour l'étranger, soit qu'il a été déchu des droits électoraux au vu de la législation belge ou de celle son pays d'origine, il est rayé de la liste des électeurs et la mention apportée aux registres de la population et au Registre national est supprimée (TI 131).

D. Communication d'informations entre les Etats membres actuels ou futurs de l'Union européenne.

1° Communication d'informations aux autres Etats membres actuels ou futurs par la Belgique.

- L'arrêté royal du 18 avril 1994 portant exécution de l'article 3bis, alinéa 2, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (*Moniteur belge* du 23 avril 1994) fixe les données du demandeur qui doivent impérativement être communiquées par les administrations communales, par l'intermédiaire du Registre national (TI 131).

Il s'agit des données suivantes du demandeur :

- 1° le nom et les prénoms;
- 2° la date et le lieu de naissance;
- 3° le sexe ;
- 4° la nationalité;
- 5° l'adresse de la résidence principale;
- 6° la date à laquelle le Collège des bourgmestre et échevins a agréé la demande d'inscription sur la liste des électeurs;
- 7° le cas échéant, la commune, la circonscription électorale ou le poste diplomatique ou consulaire de l'Etat membre d'origine actuel ou futur, où la personne a été inscrite en dernier lieu.

- La mise à jour du TI 131 au Registre national (= enregistrement de l'agrément d'une demande en vue d'être électeur, introduite par un citoyen ou futur citoyen de l'Union européenne) permet aux administrations communales de satisfaire à l'obligation légale ci-dessus. En se basant sur le TI 131 au Registre national, le Service public fédéral Intérieur peut dresser, par nationalité, les listes de contrôle destinées aux autres Etats membres actuels ou futurs de l'Union européenne.

- Dès l'établissement de la liste des électeurs, le Service public fédéral Intérieur transmet en effet aux autorités étrangères concernées (Etats d'origine) la liste de leurs ressortissants inscrits sur une liste électorale belge. Cette liste permet de vérifier, dans l'Etat d'origine, si ces électeurs n'y ont pas été déchus du droit de vote. Le pays d'origine peut communiquer une éventuelle déchéance au Service public fédéral Intérieur, qui transmet cette information au Collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée, qui raye quant à lui l'électeur de la liste. Cette radiation, accompagnée d'une motivation adéquate, est notifiée à l'intéressé par le Collège des bourgmestre et échevins.

Deze informatie moet worden vastgelegd in het Rijksregister van de natuurlijke personen met toepassing van artikel 3, derde lid, van de wet van 8 augustus 1983 onder het informatietype 131.

Het is immers door de registratie van de erkenning van de burgers van de huidige en de toekomstige lidstaten van de Europese Unie als kiezers in het IT 131 van het Rijksregister, dat deze burgers automatisch zullen vermeld worden op de kiezerslijst voor de verkiezing van het Europees Parlement en dat eveneens de controlelijsten terzake (zie verder punt D) door de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde kunnen worden bezorgd aan de andere huidige of toekomstige lidstaten van de Europese Unie.

- De weigering van inschrijving wordt bij een ter post aangetekende brief eveneens aan de betrokkene betekend via het formulier C/3 dat hierbij als bijlage is gevoegd. Deze weigering geeft geen aanleiding tot inschrijving in de bevolkingsregisters en in het Rijksregister, maar wordt genoteerd op een steekkaart die moet worden ingevoegd in het bestand bedoeld bij artikel 7bis van het Kieswetboek.

De persoon wiens inschrijving op de kiezerslijst werd geweigerd, beschikt over de mogelijkheden tot beroep, waarin is voorzien in de artikelen 18 tot 39 van het Kieswetboek.

Indien een ingeschreven burger van een huidige of toekomstige lidstaat van de Europese Unie, nadat de kiezerslijst is opgemaakt, niet meer aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet, hetzij dat hij de nationaliteit van een huidige of toekomstige lidstaat van de Europese Unie verloren heeft, hetzij dat hij uit de bevolkingsregisters geschrapt werd naar aanleiding van een schrapping van ambtswege of voor het buitenland, hetzij dat hij het actief en passief kiesrecht heeft verloren ten opzichte van de Belgische wetgeving of die van zijn land van herkomst, wordt hij van de kiezerslijst geschrapt en wordt de vermelding in de bevolkingsregisters en in het Rijksregister verwijderd (IT 131).

D. Mededeling van gegevens tussen de huidige of toekomstige lidstaten van de Europese Unie.

1° Mededeling van gegevens aan de andere huidige of toekomstige lidstaten door België.

- Het koninklijk besluit van 18 april 1994 tot uitvoering van artikel 3bis, tweede lid, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement (*Belgisch Staatsblad* van 23 april 1994) bepaalt welke gegevens van de aanvrager verplicht via het Rijksregister (IT 131) moeten worden medegedeeld door de gemeentebesturen.

Dit betreft de volgende gegevens van de aanvrager :

- 1° de naam en de voornamen;
- 2° de geboortedatum en -plaats;
- 3° het geslacht;
- 4° de nationaliteit;
- 5° het adres van de hoofdverblijfplaats;
- 6° de datum waarop het college van burgemeester en schepenen de aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst heeft erkend;
- 7° in voorkomend geval, de gemeente, de kieskring, de diplomatieke of consulaire post van de huidige of toekomstige lidstaat van herkomst, waar de persoon voor het laatst ingeschreven was als kiezer

- Ingevolge de bijwerking van het IT 131 in het Rijksregister (= registratie van de erkende aanvraag om kiezer te zijn door een huidige of een toekomstige burger van de Europese Unie) hebben de gemeentebesturen aan bovenvermelde wettelijke verplichting voldaan. Op basis van het IT 131 in het Rijksregister kan de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken de nodige controlelijsten, per nationaliteit, voor de andere huidige of toekomstige lidstaten van de Europese Unie opmaken.

- Zodra de kiezerslijst is opgemaakt, stuurt de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken immers aan de betrokken buitenlandse overheden (Staten van herkomst) de lijst van hun onderdanen die op een Belgische kiezerslijst werden ingeschreven. Deze lijst maakt het mogelijk in de Staat van herkomst te controleren of deze kiezers hun actief kiesrecht niet verloren hebben. Het land van herkomst kan een eventuele vervallenverklaring mededelen aan de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, die deze informatie doorstuurt aan het College van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente, die de kiezer van de lijst schrapt. Deze schrapping wordt aan de betrokkene medegedeeld met de aangepaste motivering door het College van burgemeester en schepenen.

Cet échange de données entre les Etats membres actuels ou futurs de l'Union européenne s'opère par voie automatisée, en vertu d'instructions de la Commission européenne en la matière.

**2° Communication d'informations à la Belgique par les autres Etats membres actuels ou futurs.**

- Les ressortissants belges résidant dans un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne peuvent solliciter, dans cet Etat, leur inscription comme électeur pour l'élection du Parlement européen.

- Ces Etats de résidence communiquent au Ministre belge de l'Intérieur, par voie automatisée, la liste des Belges qui ont opté pour cette possibilité. Cette liste mentionnera également la commune belge où ils ont été inscrits pour la dernière fois comme électeurs. Le Ministre de l'Intérieur ou son délégué invitera à ce moment les communes à vérifier si ces personnes n'ont pas été déchués du droit de vote. Le Ministre est immédiatement informé par la commune quand un électeur belge résidant dans un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne a été déchu de ses droits électoraux en Belgique.

- Est également transmise aux communes concernées la liste des ressortissants belges qui ont demandé de pouvoir exercer leur droit d'éligibilité dans un Etat membre actuel ou futur de l'Union européenne. Un contrôle des droits électoraux de l'intéressé sera également effectué dans ce cas.

**E. Campagne d'information.**

- L'article 12 de la directive précitée impose aux autorités de chaque Etat membre actuel ou futur l'obligation d'"informer, en temps utile et dans les formes appropriées, les citoyens qui souhaitent s'inscrire comme électeurs et, le cas échéant, comme candidats, sur les conditions et modalités d'exercice du droit de vote et d'éligibilité".

- Le Ministre de l'Intérieur aura recours à divers canaux d'information afin d'inciter les citoyens ou futurs citoyens de l'Union européenne résidant en Belgique à s'inscrire comme électeurs pour l'élection du Parlement européen. Il les informera en outre sur les modalités selon lesquelles ils peuvent se porter candidats sur des listes belges.

- Outre la présente circulaire et les formules y afférentes, les administrations communales recevront également un certain nombre de dépliants d'information destinés aux citoyens des Etats membres actuels ou futurs de l'Union européenne résidant sur leur territoire. Chaque commune recevra un nombre de dépliants égal au nombre d'électeurs potentiels de l'Union européenne qui y résident. Les administrations communales sont invitées à faire parvenir ce dépliant, accompagné de la formule d'inscription (formule C/1), à leurs électeurs potentiels de l'Union européenne. A cet effet, les communes recevront une liste reprenant les nom et adresse des ressortissants des Etats membres actuels ou futurs de l'Union européenne inscrits dans leurs registres. En sus de leur contingent, les administrations communales recevront 20 % de dépliants en supplément, qui pourront s'avérer utiles dans le cadre d'autres initiatives (par exemple : réunion d'information communale organisée à l'attention des citoyens européens).

- Les administrations communales sont en outre invitées à assurer d'autres formes de publicité, comme l'insertion du contenu de la présente circulaire et/ou du dépliant de vulgarisation dans les canaux d'informations locaux (bulletin d'information communal, affichage, guichet électronique communal, ...).

- Il est enfin recommandé aux communes de faire appel aux médias locaux.

Outre la publication de la présente circulaire et des formules au *Moniteur belge*, la présente circulaire, accompagnée des formules, et le dépliant seront également placés sur notre site web : [www.elections.fgov.be](http://www.elections.fgov.be).

Celui-ci propose aux administrations communales et aux citoyens actuels ou futurs de l'Union une foule d'informations relatives aux élections du Parlement européen qui se tiendront le dimanche 13 juin 2004.

Tout renseignement complémentaire au sujet de la présente circulaire peut être obtenu auprès du Service Elections du département (Tél. : 02-210 21 21 - 02-210 21 81).

Je prie Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de province de bien vouloir insérer dans le mémorial de la province une référence à la présente circulaire et à sa date de publication au *Moniteur belge*.

La circulaire du 18 janvier 1999 est abrogée.

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

Deze uitwisseling van gegevens tussen de huidige of toekomstige lidstaten van de Europese Unie geschiedt op geautomatiseerde wijze volgens onderrichtingen terzake van de Europese Commissie.

**2° Mededeling van gegevens aan België door de andere huidige of toekomstige lidstaten.**

- De Belgische onderdanen, die in een huidige of toekomstige lidstaat van de Europese Unie verblijven, kunnen in die Staat hun inschrijving als kiezer voor de verkiezing van het Europese Parlement vragen.

- Deze Staten van verblijf delen aan de Belgische Minister van Binnenlandse Zaken op geautomatiseerde wijze de lijst mede van de Belgen die daarvoor gekozen hebben. Op deze lijst zal ook de Belgische gemeente vermeld staan waar zij voor de laatste maal als kiezers waren ingeschreven. De Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde zal op dat ogenblik de gemeenten verzoeken na te gaan of die personen hun actief kiesrecht niet verloren hebben. De Minister wordt onmiddellijk ingelicht door de gemeente wanneer een Belgische kiezer die verblijft in een huidige of toekomstige lidstaat van de Europese Unie zijn kiesrecht in België heeft verloren.

- Aan de betrokken gemeenten wordt eveneens de lijst toegezonden van de Belgische onderdanen die gevraagd hebben hun passief kiesrecht te mogen uitoefenen in een huidige of toekomstige lidstaat van de Europese Unie. Hier geschiedt eveneens een controle op het kiesrecht van betrokkene.

**E. Informatiecampagne.**

- Artikel 12 van voormelde richtlijn legt de overheden van iedere huidige of toekomstige lidstaat van de Europese Unie de verplichting op de burgers die zich wensen in te schrijven als kiezers en, in voorkomend geval, als kandidaten « tijdig en op passende wijze in kennis te stellen van de voorwaarden en nadere bepalingen die gelden voor de uitoefening van het actief en het passief kiesrecht ».

- Door de Minister van Binnenlandse Zaken zullen diverse informatiekanalen worden gebruikt om de huidige of de toekomstige burgers van de Europese Unie, die verblijven in België, als kiezers te sensibiliseren voor de verkiezing van het Europees Parlement. Hij zal ze bovendien inlichten over de wijze waarop zij zich kandidaat kunnen stellen voor de Belgische lijsten.

- Naast deze omzendbrief met de formulieren, zullen de gemeentebesturen eveneens een aantal informatiefolders ontvangen ten behoeve van hun burgers uit de huidige of de toekomstige lidstaten van de Europese Unie, die op hun grondgebied verblijven. Iedere gemeente ontvangt evenveel folders als er potentiële kiezers uit de Europese Unie in hun gemeente zijn. De gemeentebesturen worden verzocht deze folder, tezamen met het inschrijvingsformulier (formulier C/1) te bezorgen aan hun kiesgerechtigde burgers van de Europese Unie. Hiertoe krijgen de gemeenten eveneens een lijst van hun ingeschreven inwoners van de huidige of toekomstige lidstaten uit de Europese Unie met naam en adres. De gemeentebesturen krijgen boven hun contingent folders nog eens een vermeerdering van 20 % folders die nuttig kunnen zijn bij andere initiatieven (bijvoorbeeld gemeentelijke infovergadering voor de Europese burgers).

- De gemeentebesturen worden verder uitgenodigd nog voor andere publieciteit te zorgen, zoals de opname van de inhoud van deze omzendbrief en/of folder in het lokale informatie-aanbod (gemeentelijk informatieblad, aanplakking, gemeentelijk E-loket...).

- Het is tenslotte aangewezen dat de gemeenten beroep doen op de lokale media.

Naast de publicatie van deze omzendbrief met de formulieren in het *Belgisch Staatsblad*, wordt deze omzendbrief met de formulieren en de folder eveneens geplaatst op onze website : [www.verkiezingen.fgov.be](http://www.verkiezingen.fgov.be).

Op deze website vinden de gemeentebesturen en de huidige of toekomstige burgers allerlei informatie over de verkiezingen van het Europees Parlement op zondag 13 juni 2004.

Alle bijkomende toelichtingen in verband met deze omzendbrief kunnen worden verkregen bij de Dienst Verkiezingen van het departement (Tél. : 02-210 21 21 - 02-210 21 81).

Ik verzoek de Dames en Heren Provinciegouverneurs een verwijzing naar deze omzendbrief en naar de datum van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, in het memoriaal van de provincie op te nemen.

De omzendbrief van 18 januari 1999 wordt opgeheven.

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

Gemeente : .....

VERKIEZING VAN HET EUROPESE PARLEMENT  
VAN 13 JUNI 2004.

Aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst (\*).

Ik, ondergetekende,

- naam en voornamen :

- adres :

- nationaliteit :

vraag om inschrijving op de kiezerslijst van de Belgische gemeente ....., overeenkomstig artikel 1, § 3, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement.

Ik verklaar op erewoord dat ik het stemrecht in mijn Staat van herkomst niet heb verloren en dat ik in België niet van het actief en passief kiesrecht geschorst of uitgesloten ben, met toepassing van de artikelen 6 tot 9bis van het Kieswetboek.

Ik verbind mij ertoe mijn stemrecht slechts voor een Belgische lijst uit te oefenen.

Bij de jongste verkiezingen in het land waarvan ik onderdaan ben (1) :

• (of) werd ik als kiezer ingeschreven (2) :

- in de kieskring ..... (3)

- in de gemeente ..... (3)

- in het consulaat van ..... (3)

• (of) was ik nooit als kiezer ingeschreven in de Staat waarvan ik onderdaan ben (2).

Ik verklaar te weten :

- dat ik, indien mijn aanvraag om inschrijving erkend wordt, gehouden ben te gaan stemmen, op straffe van de sancties waarin de Belgische kieswet voorziet;

- dat mijn inschrijving kan worden geweigerd, indien de Staat waarvan ik onderdaan ben, de Belgische overheid ervan in kennis stelt dat ik in die Staat mijn actief kiesrecht heb verloren;

- dat mijn inschrijving eveneens kan worden geweigerd, indien blijkt dat de artikelen 6 tot 9bis van het Kieswetboek op mij van toepassing zijn;

- dat ik, indien mijn aanvraag om inschrijving geweigerd wordt, het beroep kan instellen waarin voorzien is bij de artikelen 18 tot 39 van het Kieswetboek.

Gedaan te ..... op .....

Handtekening

- visum van de dienst die verantwoordelijk is voor het gemeentelijk strafregister

- visum van de dienst bevolking (controle van de inschrijving).

Ontvangstbewijs.

De aanvraag om inschrijving van de H. (Mevr.) ..... (naam en voornamen) ..... werd door de dienst bevolking in ontvangst genomen op ..... (datum).

Gemeentestempel

Handtekening.

(\*) bestemd voor de bevolkingsdienst van de Belgische verblijfsgemeente.

(1) ten volle achttien jaar oud zijn, in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente ingeschreven zijn en zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing van het kiesrecht bepaald bij de artikelen 6 tot 9bis van het kieswetboek; de voorwaarde tot inschrijving in de bevolkingsregisters moet vervuld zijn op 1 april van het jaar van de verkiezing, terwijl de voorwaarden inzake leeftijd en niet-uitsluiting of niet-schorsing van het kiesrecht uiterlijk op de dag van de verkiezing moeten vervuld zijn.

(2) schrappen wat niet past.

(3) in te vullen in de dienstige rubriek.

## Uittreksels uit de Belgische kieswetgeving

1. Kiesbevoegdheidsvoorwaarden vastgesteld bij de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement :

Artikel 1. - § 2. Kunnen de hoedanigheid van kiezer voor het Europese Parlement verkrijgen en toegelaten worden hun stemrecht uit te oefenen ten voordele van kandidaten die op Belgische lijsten staan :

1° .....

2° de onderdanen van de huidige of toekomstige Lid-Staten van de Europese Unie die, behalve de nationaliteit, voldoen aan de andere voorwaarden gesteld in § 1, (1), en die overeenkomstig § 3, de wil te kennen gegeven hebben om hun stemrecht in België uit te oefenen.

Het stemrecht ten voordele van kandidaten die op Belgische lijsten staan wordt ontzegd aan de personen bedoeld in 2°, die ten gevolge van een individuele civielrechtelijke of strafrechtelijke beslissing in hun Staat van herkomst van dit recht vervallen verklaard zijn.

Artikelen 6, 7, 9 en 9bis van het Kieswetboek :

Art. 6. Van het kiesrecht zijn voorgoed uitgesloten en tot de stemming mogen niet worden toegelaten zij die tot een criminele straf zijn veroordeeld.

Art. 7. In de uitoefening van het kiesrecht worden geschorst en tot de stemming mogen niet worden toegelaten zolang die onbekwaamheid duurt :

1° De gerechtelijk onbekwaamverklaarden, de personen onder statuut van verlengde minderjarigheid met toepassing van de wet van 29 juni 1973, en zij die geïnterneerd zijn met toepassing van de bepalingen van de hoofdstukken I tot VI van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers, vervangen door artikel 1 van de wet van 1 juli 1964.

De kiesonbekwaamheid houdt op terzelfdertijd als de gerechtelijke onbekwaamheid, de verlengde minderjarigheid of met de definitieve invrijheidstelling van de geïnterneerde.

2° Zij die tot een gevangenisstraf van meer dan vier maanden zijn veroordeeld, met uitsluiting van degenen die veroordeeld zijn op grond van de artikelen 419 en 420 van het strafwetboek.

De onbekwaamheid duurt zes jaar wanneer de straf meer dan vier maanden tot minder dan drie jaar bedraagt en twaalf jaar, wanneer de straf ten minste drie jaar bedraagt.

3° Zij die ter beschikking van de Regering zijn gesteld met toepassing van artikel 380bis, 3°, van het Strafwetboek of met toepassing van de artikelen 22 en 23 van de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, vervangen door artikel 1 van de wet van 1 juli 1964.

De kiesonbekwaamheid van de onder 3° bedoelde personen houdt op wanneer de terbeschikkingstelling van de Regering een einde neemt.

Art. 9. Is de veroordeling uitgesproken met uitstel dan wordt de in artikel 7, 2°, bedoelde onbekwaamheid opgeschort tijdens de duur van het uitstel.

Is de veroordeling gedeeltelijk met uitstel uitgesproken dan wordt voor de toepassing van de bepalingen van artikel 7, 2°, alleen rekening gehouden met het gedeelte zonder uitstel uitgesproken.

Wordt de veroordeling uitvoerbaar dan begint de schorsing van het kiesrecht die er uit voortvloeit, op de dag van de nieuwe veroordeling of van de beslissing tot intrekking van het uitstel.

Art. 9bis. Bij veroordeling tot verschillende straffen bedoeld in artikel 7, 2°, worden de daaruit voortvloeiende onbekwaamheden gecumuleerd zonder dat evenwel de totale duur twaalf jaar mag overschrijden.

Hetzelfde geldt bij nieuwe veroordeling tot één of meer straffen bedoeld in artikel 7, 2°, uitgesproken tijdens de duur van de onbekwaamheid die volgt uit een voorgaande veroordeling, zonder dat nochtans de onbekwaamheid minder dan zes jaar na de laatste veroordeling kan ophouden.



FORMULIER C/2

Gemeente .....

Arrondissement .....

VERKIEZING VAN HET EUROPESE PARLEMENT  
VAN 13 JUNI 2004.

Betekening van de aanvaarding van de aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst.

Het College van burgemeester en schepenen,  
Gelet op de aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst ingediend door ..... (naam, voornamen, adres).  
Overwegende dat de betrokkene aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voor de verkiezing van het Europese  
Parlement voldoet;  
Overwegende dat de betrokkene in de bevolkingsregisters van de gemeente is ingeschreven en dat hij (zij) zijn  
(haar) aanvraag binnen de voorgeschreven termijnen heeft ingediend.  
Erkent de aanvraag om inschrijving van de voormelde persoon op de kiezerslijst.

..... (datum).  
Vanwege het College,

De Secretaris,

De Burgemeester,

(naam en handtekening)

(naam en handtekening)

FORMULIER C/3

Gemeente .....

Arrondissement .....

VERKIEZING VAN HET EUROPESE PARLEMENT  
VAN 13 JUNI 2004

Betekening van de weigering van inschrijving op de kiezerslijst bij aangetekend schrijven

Het College van burgemeester en schepenen,  
Gelet op de aanvraag om inschrijving op de kiezerslijst ingediend door ..... (naam, voornamen, adres).  
Overwegende dat de betrokkene niet aan de hierna vermelde kiesbevoegdheidsvoorwaarde(n) voldoet : (1)  
Weigert de aanvraag om inschrijving van de voormelde persoon op de kiezerslijst.  
Er kan een nieuwe aanvraag worden ingediend zodra het motief op grond waarvan deze aanvraag wordt  
geweigerd, opgehouden heeft te bestaan (2).

..... (datum).  
Vanwege het College,

De Secretaris,

De Burgemeester,

(naam en handtekening)

(naam en handtekening)

(1) Hier de redenen aangeven waarom de aanvraag om inschrijving moet worden geweigerd.

(2) Tegen deze beslissing kan een bezwaarprocedure worden gestart overeenkomstig de artikelen 18 tot 39 van het Kieswetboek. De betrokkene dient hiervoor een gemotiveerd verzoekschrift in dat, tegen ontvangstbewijs, wordt neergelegd op het gemeentesecretariaat of onder een ter post aangetekende omslag wordt gericht aan het College van burgemeester en schepenen.

FORMULE C/1

Commune de .....

ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
DU 13 JUIN 2004

Demande d'inscription sur la liste des électeurs (\*).

Je, soussigné(e),

- nom et prénoms :

- adresse :

- nationalité :

sollicite mon inscription sur la liste des électeurs de la commune belge de .....,  
conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (1).Je déclare sur l'honneur ne pas être déchu(e) du droit de vote dans mon Etat d'origine et ne pas tomber sous le  
coup d'une suspension ou d'une exclusion des droits électoraux en Belgique par application des articles 6 à 9bis du  
Code électoral.

Je m'engage à n'exercer mon droit de vote que pour une liste belge.

Lors des dernières élections dans le pays dont je suis ressortissant(e) (2) :

• (soit) j'ai été inscrit(e) comme électeur (2) :

- dans la circonscription électorale de ..... (3)

- dans la commune de ..... (3)

- dans le consulat de ..... (3)

• (soit) je n'ai jamais été inscrit(e) comme électeur dans l'Etat dont je suis ressortissant(e) (2).

Je déclare avoir connaissance :

- que si ma demande d'inscription est agréée, je suis tenu(e) de me présenter au scrutin sous peine des sanctions  
prévues par la loi électorale belge;- que mon inscription peut être refusée, si l'Etat dont je suis ressortissant(e) avise les autorités belges que je suis,  
dans cet Etat, déchu(e) du droit de vote;- que mon inscription peut également être refusée, s'il apparaît que je tombe sous l'application des articles 6 à 9bis  
du Code électoral;- que si ma demande d'inscription est refusée, je bénéficie des recours prévus par les articles 18 à 39 du Code  
électoral.

Fait à ....., le .....

Signature

- visa du service responsable du casier judiciaire communal- visa du service de la population (contrôle de l'inscription).Accusé de réception.La demande d'inscription de M. (Mme) ..... (nom et prénoms) ..... a été reçue  
par le service de la population le ..... (date).

Cachet de la commune

Signature.

(\*) destinée au service de la population de la commune belge de résidence.

(1) être âgé de dix-huit ans accomplis, être inscrit aux registres de population d'une commune belge et ne pas se  
trouver dans un des cas d'exclusion ou de suspension des droits électoraux prévus par les articles 6 à 9bis du Code  
électoral; la condition d'inscription aux registres de population doit être remplie le 1<sup>er</sup> avril de l'année de l'élection,  
alors que les conditions en matière d'âge et de non-exclusion ou non-suspension des droits électoraux doivent l'être au  
plus tard le jour de l'élection.

(2) biffer la mention inutile.

(3) à compléter dans la rubrique qui convient.

## Extraits de la législation électorale belge

1. Conditions d'électorat fixées par la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen :

Article 1<sup>er</sup>. - § 2. Peuvent acquérir la qualité d'électeur pour le Parlement européen et être admis à exercer leur droit de vote en faveur de candidats figurant sur des listes belges :

1° .....

2° les ressortissants des autres Etats membres actuels ou futurs de l'Union européenne, qui, hormis la nationalité, réunissent les autres conditions visées au § 1<sup>er</sup> (1), et qui ont manifesté, conformément au § 3, leur volonté d'exercer leur droit de vote en Belgique.

Sont privées de leur droit de vote en faveur de candidats figurant sur des listes belges les personnes visées au 2° qui, par l'effet d'une décision individuelle en matière civile ou pénale, ont été déchues de ce droit dans leur Etat d'origine.

Articles 6, 7, 9 et 9bis du Code électoral :

Art. 6. Sont définitivement exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote, ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle.

Art. 7. Sont frappés de la suspension des droits électoraux et ne peuvent être admis au vote pendant la durée de l'incapacité :

1° Ceux qui sont en état d'interdiction judiciaire, les personnes sous statut de minorité prolongée par application de la loi du 29 juin 1973 et ceux qui sont internés par application des dispositions des chapitres I à IV de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1964.

L'incapacité électorale prend fin en même temps que l'interdiction, la minorité prolongée ou à la mise en liberté définitive de l'interné.

2° Ceux qui ont été condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de quatre mois, à l'exception de ceux qui ont été condamnés sur la base des articles 419 et 420 du Code pénal.

La durée de l'incapacité est de six ans si la peine est de plus de quatre mois à moins de trois ans, et de douze ans si la peine est de trois ans au moins.

3° Ceux qui ont été mis à la disposition du Gouvernement par application de l'article 380bis, 3°, du Code pénal ou par application des articles 22 et 23 de la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, remplacée par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1964.

L'incapacité électorale des personnes visées au 3° ci-dessus cesse lorsque la mise à la disposition du Gouvernement prend fin.

Art. 9. Si la condamnation est prononcée avec sursis, l'incapacité prévue par l'article 7, 2°, est suspendue pendant la durée du sursis.

Si la condamnation est prononcée avec sursis, seule la partie de la peine prononcée sans sursis est à prendre en considération pour l'application des dispositions de l'article 7, 2°.

Si la condamnation devient exécutoire, la suspension du droit de vote qui en résulte prend cours à dater de la nouvelle condamnation ou de la décision révoquant le sursis.

Art. 9bis. En cas de condamnation à plusieurs peines visées à l'article 7, 2°, les incapacités résultant de chacune d'elles sont cumulées, sans qu'elles puissent néanmoins excéder une durée de douze ans.

Il en est de même, en cas de nouvelle condamnation à une ou plusieurs peines visées à l'article 7, 2°, prononcée pendant la durée de l'incapacité résultant d'une condamnation antérieure sans toutefois que l'incapacité puisse prendre fin moins de six ans après la dernière condamnation.

FORMULE C/2

Commune de .....

Arrondissement de .....

ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
DU 13 JUIN 2004.

Notification de l'acceptation de la demande d'inscription sur la liste des électeurs.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins,  
Vu la demande d'inscription sur la liste des électeurs introduite par ..... (nom, prénoms, adresse);  
Considérant que l'intéressé(e) réunit les conditions d'électorat pour l'élection du Parlement européen;  
Considérant que l'intéressé(e) est inscrit(e) aux registres de la population de la commune et qu'il (elle) a introduit sa demande dans les délais prescrits;  
Agrée la demande d'inscription sur la liste des électeurs de la personne susvisée.

Le ..... (date).  
Par le Collège,

Le Secrétaire,

Le Bourgmestre,

(nom et signature)

(nom et signature)

FORMULE C/3

Commune de .....

Arrondissement de .....

ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN  
DU 13 JUIN 2004

Notification du refus d'inscription sur la liste des électeurs par lettre recommandée à la poste.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins,  
Vu la demande d'inscription sur la liste des électeurs introduite par ..... (nom, prénoms, adresse);  
Considérant que l'intéressé(e) ne satisfait pas à la (aux) condition(s) d'électorat ci-après précisée(s) : (1)  
Refuse la demande d'inscription sur la liste des électeurs de la personne susvisée.  
Une nouvelle demande pourra être introduite dès que le motif qui a justifié le présent refus aura cessé d'exister (2).

Le ..... (date).

Par le Collège,

Le Secrétaire,

Le Bourgmestre,

(nom et signature)

(nom et signature)

(1) Indiquer ici les motifs pour lesquels la demande d'inscription doit être refusée.

(2) L'intéressé(e) peut introduire contre cette décision une requête conformément aux articles 18 à 39 du Code électoral. La requête motivée doit être déposée contre récépissé au secrétariat de la commune ou être adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins sous pli recommandé à la poste.